

QUAND LA C.N.I.L. PREND... DES LIBERTES

Craignant peut-être de se voir mettre au rancart par le nouveau pouvoir, la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés vient de prendre des avis intéressants. Venant d'une institution qui avait accepté le fichage des immigrés, s'était déjugée sur la carte d'identité informatisée et avait entériné l'éviction de Louis Joinet, ce changement d'attitude mérite d'être signalé. Il faut néanmoins remarquer que ces avis concernent des domaines qui ont donné lieu à mobilisation. Comme quoi la lutte...

Sécurité militaire : une demi-mesure

Le fichage des militants par la sécurité militaire, dénoncé par la Ligue des Droits de l'Homme, est en principe condamné. Les exceptions sont les actes « circonstanciés de violence » (datés et localisés) commis par des plus de 16 ans, et « l'appartenance des personnes physiques âgées de 16 ans au moins à des groupements ou mouvements non déclarés ou dissous qui pratiquent des actes de nature à troubler l'ordre public ». C'est déjà ça de pris, mais le flou des exceptions permet de fichier pas mal de monde : tous ceux qui ne sont pas « on cartes », et/ou dont les actions sont en marge ou hors de la légalité (anti-militaristes, anti-nucléaires s'étant fait contrôler lors d'un sit-in, squatters et autres autonomes, objecteurs, militants de comités de grève « attendant à la liberté du travail »...). Il est nécessaire d'interdire tout fichage à caractère politique, et, peut-être, de supprimer la sécurité militaire...

En second lieu, la CNIL a estimé anormal l'utilisation du numéro national d'identité pour tout fichier. Ce qui est une bonne chose... mais il y a tellement de manières de fichier.

GAMIN : l'inversion juridique

La troisième décision concerne GAMIN qui a donné lieu à de nombreux

mobilisations ces dernières années.

Après bien des reports, la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés a enfin rendu son avis sur GAMIN : il est défavorable. Au-delà de notre satisfaction de voir aboutir des années de lutte (voir *Terminal* n° 2-3), l'analyse des attendus de la CNIL est fort instructive. Le refus du système repose sur trois arguments principaux :

• « Considérant que le traitement appliqué depuis 1973 et estimé indispensable à l'exploitation rapide et rationnelle des données des certificats de santé n'a pas été expressément prévu par la loi 70.633 du 15 juillet 1970 instituant ceux-ci »...

En signalant à quel point la Division Organisation et Méthode informatique du ministère de la Santé a dépassé, dans l'élaboration du système GAMIN, les finalités de la loi, la CNIL rejoint les critiques syndicales dénonçant cette inversion juridique(*) par laquelle on a conçu, à partir de l'obligation d'effectuer trois visites médicales, tout un système qui aboutit à créer un fichier médical de tous les enfants, alors qu'en cette même année 1970, le Parlement à l'occasion du vote de la loi sur la réforme hospitalière, avait refusé le principe d'un fichier national des Français.

• « Considérant (...) que la finalité principale est la pré-sélection par des moyens automatisés d'enfants qui, selon la logique du système, seront ou non l'objet d'une assistance médicale et sociale ; que le tri s'opère à partir d'une modélisation des facteurs de risques médico-sociaux se traduisant par la prise en compte de 170 données et par l'établissement de programmes ; qu'une telle modélisation, même si elle permet d'obtenir le plus souvent des présomptions concordantes sur la situation des enfants, contient elle-même des facteurs d'incertitude qui peuvent ne pas être corrigés par le

contrôle ultérieur qu'ils estiment inadéquate ; qu'une confiance trop grande dans ce procédé conduirait à négliger les enfants non sélectionnés, dont certains peuvent avoir besoin d'aides particulières, et à faire reposer les priorités de soins et d'assistance sur un déterminisme contestable »...

La technique des cibles

Il s'agit là d'une sérieuse réserve de la CNIL à l'encontre de la méthode des profils quand elle sert à identifier des personnes « à risques » et de l'application en médecine préventive de la technique des « cibles » qui a fait armes dans les stratégies publicitaires. Lorsque des conséquences graves sont en jeu, ces méthodes approximatives doivent être appliquées avec prudence : c'est ce que les travailleurs sociaux et médecins disaient depuis longtemps.

• « Considérant que la faiblesse structurelle du système est aggravée par des facteurs conjoncturels, tels que l'inégal degré de remplissage quantitatif et qualitatif des certificats de santé par les médecins, ou la durée du traitement des données qui amène parfois les médecins et équipes PMI à prendre des décisions de surveillance médicale et sociale de jeunes enfants sans attendre l'édition éventuelle d'une fiche FEP ; considérant que dans sa finalité principale le système soumis à la Commission se révèle soit contestable, soit inutile ou inutilisé »...

En l'occurrence, la CNIL prend en compte l'opposition quasi-unanime des utilisateurs du système qui en perdue l'efficacité : c'est la façon de reconnaître aux utilisateurs d'un système un certain droit de validation de sa pertinence, la non-utilisation étant un signe d'inadéquation ou d'inutilité.

La CNIL, en revanche, se déclare favorable à un fichier épidémiologique non nominatif. Espérons que pour ce nouveau système les items des certificats de santé feront référence à des recherches dont les finalités seront clairement perçues par tous les médecins, qui pourront alors renseigner les certificats de santé de façon non ambiguë.

Quelles que soient les critiques adressées à la CNIL sur l'opportunité politique d'un tel avis, il convient de prendre acte des arguments féconds analysés ci-dessus et de les utiliser pour les luttes futures.

(*) Terme employé par A. Vitalis dans un ouvrage récemment publié : *Informatique, pouvoir et liberté*, éditions Economica, 1981

**ABONNEZ-VOUS, c'est la condition
de notre développement...**